

Monsieur Jean-Paul DELEVOYE
Haut-Commissaire à la Réforme des Retraites
14 Avenue de Dunkerque
75350 PARIS 07 SP

Concarneau, le 26 mars 2019

**Objet : MANIFESTE MICRO-TAXE-SOCIALE-FRANCAISE (MTSF)
ASSOCIATION CONCARNOISE POUR LA DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT FRANÇAIS.**

Monsieur le Haut-Commissaire, Monsieur Jean-Paul DELEVOYE,

Nous nous sommes structurés en créant le 09 janvier 2019, notre association, dans l'objectif d'être une force de propositions, et non de dénonciation permanente remettant en cause nos institutions. Nous souhaitons défendre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux des citoyennes, des citoyens, tant immédiats que généraux, sans discrimination aucune, et suivant tous moyens que l'association jugera utiles, excluant tout appel à la violence sur l'ensemble du territoire. Nous souhaitons nous inscrire dans un processus de construction démocratique totalement pacifique, porteuse pour l'avenir de notre pays. Nous tenions à vous faire part de notre réflexion, de notre analyse, de notre travail concernant un projet de loi sur une nouvelle fiscalité.

Je souhaitais vous informer que notre association a pris la décision, en date du 25/03/2019 de retirer de son vocable les mots « Gilets Jaunes ». Ce n'est pas sans regret que nous l'avons fait, puisqu'au départ l'esprit et la philosophie de l'action étaient saines, sereines, le « fond » justifiait une attente forte de la part des Françaises et des Français.

A ce jour, la « forme » ne correspond plus à notre état d'esprit. Notre association déplore les actes de violence, les actes d'agression, les actes de vandalisme, tout ceci ne correspond pas à ce que nous souhaitons défendre pour le bien des personnes et de notre Nation.

Nous souhaitions vous démontrer, Monsieur le Haut-Commissaire que nous sommes constructifs, positifs, avec un réel engagement citoyen, avec de réelles propositions pour aider l'ensemble des Françaises, des Français et les entreprises. En effet, avec votre collaboration nous souhaiterions aider notre pays à se sortir de cette crise, sans violence verbale et physique, uniquement dans une action pacifique et constructive. C'est pour ces raisons que nous osons vous présenter notre travail sur un projet innovant concernant la Micro-Taxe-Française (MTF). Ceci mérite, nous en sommes convaincus, d'être étudié, et je sollicite auprès de vous un soutien actif.

Pour votre information, Monsieur le Haut-Commissaire, nous avons reçu la réponse à notre courrier adressé en date du 06 mars 2019 au Président de la République Française, le 20 mars 2019. Un courrier personnalisé, dont la teneur des propos sont positifs, et auquel nous avons répondu le 25 mars 2019.

Je souhaitais vous apporter, Monsieur le Haut-Commissaire, un complément d'argumentation suite à l'envoi de notre "Manifeste" en pièce jointe, en exemple :

Lorsqu' une entreprise de 500 salariés procède aux licenciements de son personnel, c'est 500 cotisations salariales, et patronales de perdues qui n'iront pas compléter l'ensemble des organismes tels que : la Sécurité Sociale, le Régime Générale, le Chômage, etc....

La Micro-Taxe-Française (MTF), malgré les 500 licenciements, permettrait de continuer les versements à l'ensemble des organismes, celle-ci étant basée sur une assiette plus large, collective, et solidaire. L'ensemble des français actifs, non actifs, les entreprises y contribueraient.

Notre système actuel de couverture sociale basé sur le travail, est malheureusement mis en difficulté régulièrement, malgré les efforts employés par l'Etat pour compenser cette absence des cotisations sociales et patronales. Ce système actuel est fragilisé en permanence, depuis des décennies par la mise en place des plans sociaux, et malheureusement cette hémorragie sociale n'est pas près de s'arrêter. Le fait que notre Micro-Taxe-Française (MTF) soit basée sur l'ensemble des paiements scripturaux, ce serait le collectif qui assurerait et remplacerait cette perte de cotisations liée à des plans sociaux.

La stabilité serait toujours assurée puisqu'il y aurait toujours la même base, peu importe les mouvements sociaux, les variabilités économiques.

La base ne pourrait qu'augmenter puisque d'après les statistiques de la Banque de France, les paiements scripturaux en France augmentent, et ceci permettrait d'envisager une pérennisation de la Micro-Taxe-Française (MTF).

Cela peut paraître présomptueux, ambitieux qu'une association puisse vous alerter, Monsieur le Haut-Commissaire, sur un sujet aussi sérieux. Comme nous vous le précisons, l'association n'est pas dans la contestation, bien au contraire, notre engagement politique et associatif se veut constructif, être une force de proposition, et la Micro-Taxe-Française (MTF) en est une.

Notre projet qui est devenu un « Manifeste » pourrait s'il trouve un écho favorable auprès de vous, Monsieur le Haut-Commissaire, de par votre soutien actif, répondre aux attentes de toutes les Françaises et des Français, et pourrait contribuer à mettre fin à la crise des Gilets Jaunes puisqu'il répondrait à leurs demandes initiales sur le pouvoir d'achat sans remettre en question l'équilibre budgétaire de notre nation.

Nous vous communiquons notre manifeste basé sur le principe d'une Micro-Taxe-Française (MTF), ainsi que la transcription du Grand Débat National que nous avons organisé et animé devant 550 personnes.

Nous mettons beaucoup d'espoir en vous, Monsieur le Haut-Commissaire, afin de trouver auprès de vous l'écho favorable pour étudier notre proposition, et obtenir audience pour vous présenter notre projet.

Nous restons à votre entière disposition pour vous apporter les renseignements que vous souhaiteriez obtenir.

Je vous communique également pour votre information un courrier que j'avais adressé en date du 15/02/2018 au Président Mr Pierre ERBS, Président de la CFR qui est malheureusement resté sans réponse. Alors que je soumettais une valorisation des retraites sur les salaires (voire page 4, suggestions).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, à l'expression de nos sentiments respectueux.

Mr Jean-Marie DESAVOYE
Le Président
Association Agglomération Concarneau

